

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

En ce 8 mars, où je rédige cet éditorial, non seulement nous votons, mais c'est aussi la journée internationale des femmes. L'occasion pour moi de faire l'éloge de l'inégalité des sexes.

Pour couper court aux cris d'orfraies que j'entends déjà en provenance du féminisme radical, loin de moi l'idée de remettre en cause l'égalité des droits des individus, ni l'égalité de traitement dans le monde du travail. Tout un chacun doit avoir la possibilité d'aspirer à la vie qui lui permettra de se réaliser pleinement. Vive l'homme au foyer et la femme maçonne !

Néanmoins, il me semble aussi judicieux de souligner que, lorsqu'on parle de sexe opposé, le terme n'est pas anodin. L'homme et la femme de tout temps se sont complétés, assumant des tâches souvent différentes, répartissant ainsi l'effort de façon à optimiser l'efficacité. C'est un principe économique basique que, lorsque chacun fait ce pour quoi il est le plus apte, l'équipe obtient de meilleurs résultats. Même dans les couples très égalitaires où les deux conjoints travaillent et où les tâches domestiques sont équitablement réparties, la femme attend de son partenaire qu'il la protège et qu'il

subviennne aux besoins essentiels de la famille. Et l'homme, pour sa part, espère recevoir la reconnaissance de son rôle de pilier sur lequel repose la famille. Pour illustrer cette différence, il suffit de penser à la perception que la société a d'un homme au chômage par rapport à une femme dans la même situation. L'homme sans emploi est perçu comme inutile, un poids pour ses proches et pour la collectivité. C'est une des causes probables qui expliquent que trois suicides sur quatre concernent des hommes.

La grande question est de savoir s'il faut changer cet état de fait ou simplement l'admettre et agir en conséquence. Pourquoi donc le féminisme a-t-il dérivé de la conquête des droits essentiels à une compétition malsaine ? En quoi devenir l'égale de l'homme serait-il une position enviable pour la femme ? Faut-il des quotas de femmes dans les métiers du bâtiment et du génie civil, dans les armées en guerre, sur les plateformes pétrolières et dans les mines de sel ? La victoire du féminisme passe-t-elle nécessairement par la défaite de la masculinité, qualifiée de toxique ?

Si l'on va au-delà de la polarisation masculin-féminin, et que l'on se

penche sur la question des individus en général, on doit constater que, là non plus, l'égalité n'existe pas. On en trouve des plus ou moins beaux, des plus ou moins intelligents, des plus ou moins habiles, etc. Essayer de changer cela revient à nier la réalité. La sagesse voudrait que l'on accepte une situation et que l'on en tire le meilleur parti. Nous sommes tous différents, très bien. L'objectif commun de la société devrait être de permettre à chacun de trouver une voie dans laquelle il puisse développer son potentiel au maximum. De la ¹gamine nulle en français mais au don artistique hors du commun à l'autiste génial en math mais incapable de faire cuire un œuf, de l'entrepreneur visionnaire à l'employé administratif efficace, les voies du succès sont multiples et le système de formation pourrait être plus à même de détecter et nourrir le talent. Des individus qui se réalisent dans leurs activités quotidiennes et reçoivent la reconnaissance de leur valeur sont plus enclins à être heureux et équilibrés.

Mesdames, vous êtes merveilleuses, rappelez-vous que vos conjoints le sont aussi, et dites-le-leur.

Michel Paschoud

Ne dites pas...

Ne dites pas : « Les voyageurs sont déconseillés de se déplacer entre Lausanne et Renens, au moins jusqu'à mardi matin. »¹ Dites : « Il est déconseillé aux voyageurs de se déplacer entre Lausanne et Renens, au moins jusqu'à mardi matin. »

Je me demande si on enseigne encore les règles de l'emploi du passif dans

nos écoles.

En tout état de cause, il est vivement déconseillé à l'auteur de l'article de persévérer dans un métier qui nécessite qu'on maîtrise la langue française.

Il est par ailleurs conseillé à **20 minutes** d'engager des correcteurs

aptes à reconnaître les solécismes.

Le pinailleur

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/cff-liaison-interrompue-depuis-lausanne-en-direction-de-prilly-malley-103507086>.

A trop scruter la quantité, on néglige la qualité

Il va falloir voter au mois de juin sur l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! », aussi nommée « Initiative pour la durabilité ». Ce double titre laisse déjà deviner l'ambiguïté, mais aussi le potentiel de succès de cette initiative qui séduit tant la droite conservatrice et souverainiste, qui ne veut pas voir la Suisse submergée par l'immigration, que la gauche bobo-écologique-décroissante, qui n'aime simplement pas les êtres humains.

Dans le camp adverse, les élites bien-pensantes et progressistes qui s'offusquent de ce texte ne nous donnent guère envie de les suivre. Comme souvent, la médiocrité des opposants nous incline à voter oui, et celle des partisans à voter non.

L'initiative prescrit des remèdes sévères pour empêcher la population suisse de dépasser 10 millions d'habitants ; elle prévoit déjà des mécanismes réactifs à partir d'un seuil de 9,5 millions – sachant qu'à l'heure actuelle on vient de dépasser la barre des 9 millions. La première pensée qui vient à l'esprit est qu'il est absurde de vouloir fixer arbitrairement, bureaucratiquement, une limite chif-

frée à la population d'un pays. On oublie que la démographie est aussi une force et que les peuples multinationaux, quel que soit leur niveau de développement, peuvent difficilement être vaincus.

Cette réflexion n'est évidemment valable que si la croissance démographique est nôtre, ce qui n'est hélas pas le cas en Suisse, ni dans le reste de l'Europe occidentale, puisque le taux de natalité des autochtones y est infiniment bas et que la population n'y augmente qu'en raison de l'immigration. Ce sont les immigrés qui sont forts, pas les autochtones.

Une contradiction fondamentale

Pourquoi la natalité occidentale est-elle aussi faible ? Parce que le déclin des naissances va de pair avec celui de la civilisation. Beaucoup de couples ne veulent plus avoir d'enfants parce que *c'est trop cher, ça prend trop de temps, c'est une contrainte, ça empêche de profiter de la vie, et surtout ça surpeuple la planète*. Nous vivons dans une société qui idéalise sa propre disparition et qui est prête à se laisser mourir, voire à se suicider si ça ne va pas assez vite.

Pourquoi ce rêve d'une nature désertée par l'être humain n'amène-t-il pas à refuser toute forme d'immigration ? Parce que le fantasme idéologique de la décroissance s'accompagne, paradoxalement, d'une volonté de profiter d'un maximum de plaisirs matériels avec un minimum d'efforts. Les Suisses ne veulent plus exécuter eux-mêmes les tâches qu'ils jugent dégradantes ou dévalorisantes ; ils ne veulent plus nettoyer, cuisiner ou évacuer les poubelles. Ils ne s'intéressent plus aux métiers utiles ; ils veulent être assistants socio-éducatifs ou *coaches* en développement personnel, mais pas boulangers, quincaillers ou ingénieurs. Pour permettre aux citoyens du monde déclinant de continuer à vivre dans le confort, et en attendant que les robots réussissent à subvenir à tous nos besoins, il faut donc faire venir des gens d'ailleurs. Les partisans de la décroissance démographique se plaignent de la surpopulation, mais ils ne sont pas prêts à se priver de l'aide apportée par (une partie de) l'immigration. Les opposants à l'initiative se feront un plaisir d'insister sur cette contradiction.

Une promiscuité presque délibérée

Vivre dans des lieux fortement peuplés n'est pas fatalement un enfer si l'on côtoie principalement des gens avec lesquels on partage un lien communautaire, et si l'on se donne les moyens de se loger et de se déplacer convenablement. Or ces deux conditions ne sont pas remplies aujourd'hui en Suisse. L'immigration, mais aussi l'éclatement des modèles sociaux, nous confrontent à des gens avec lesquels nous n'avons plus grand-chose en commun. Et les Suisses extériorisent désormais leur

mal-être en rechignant à adapter et à développer leurs infrastructures, s'opposant à la moindre construction et préférant étouffer progressivement dans un environnement de plus en plus étriqué. Cela rend la croissance démographique insupportable, alors qu'elle pourrait ne pas l'être, ou l'être beaucoup moins.

Ce quadruple constat – décroissance autodestructrice, besoin d'immigration, délitement socioculturel et sous-développement infrastructurel – résume les soucis de la Suisse d'aujourd'hui, à 9 millions d'habitants. Fixer une limite démogra-

phique que nous pourrions atteindre dans dix ou quinze ans ne va résoudre aucun de ces problèmes, et le choix qui se posera à nous dans trois mois se résumera donc à donner (pour se défouler agréablement) ou ne pas donner (pour limiter le risque de casser quelque chose) un grand coup de marteau à côté d'un clou qui continuera à nous résister. Tel est l'éternel problème de la démocratie : il manque un chef pour tenir le marteau et viser juste.

Pollux

Solidarité fédérale

C'est fait : les Chambres fédérales ont accepté le mardi 10 mars la « contribution de solidarité » de 50'000 francs, destinée aux victimes de la catastrophe de Crans-Montana et à leurs proches, préconisée par le Conseil fédéral.

Comme je suis foncièrement vilaine, je me pose diverses questions.

Pour commencer, je m'interroge sur le montant de cette contribution. Pourquoi 50'000 francs par victime ou famille de victimes ? Sur la base de quels critères cette somme a-t-elle été fixée ?

Ensuite, j'aimerais comprendre pourquoi toutes les personnes et proches affectés recevront cette somme. Il est en effet notoire que la station de Crans-Montana accueille principalement des gens favorisés par la fortune. On y rencontre, aux tables des restaurants, sur les tabourets des bars et dans les boîtes de nuit,

peu de gens vivant dans la précarité. Toutefois, les revenus et fortunes des « nantis » peuvent varier considérablement, de sorte que 50'000 francs représenteront peut-être des clopinettes pour un millionnaire, mais une somme importante pour un membre de la classe moyenne supérieure – les autres sont voués au service ou à la cuisine.

D'autre part, pourquoi l'ensemble des contribuables suisses devraient-ils se sentir solidaires de familles qui ne leur sont rien, qui possèdent des assurances et des moyens propres à couvrir les coûts du désastre, sans parler des indemnités auxquelles elles auront droit une fois l'écheveau des responsabilités démêlé par la justice ?

De quoi se mêle la Confédération, qui ne porte aucune responsabilité dans la tragédie et se permet de puiser dans la caisse pour une opération démagogique ?

Pourquoi seules les victimes directes ou indirectes de l'incendie du Constellation sont-elles concernées ? Celles du car postal de Chiètres auront-elles droit à la même sollicitude ? Et qu'en est-il des nombreuses victimes de tragédies qui n'intéressent ni les médias ni LL. EE. de Berne ?

Cette façon d'agir me rappelle le traitement de faveur accordé aux morts du Covid en 2020. Ils eurent droit à une journée d'hommage avec sonneries de cloches dans toute la Suisse et bougies sur la Place fédérale, alors que les personnes décédées bêtement d'un cancer, d'un infarctus ou de quelque autre mal non covidien entraient dans la catégorie des morts sans intérêt.

Honnie soit la Berne fédérale !

Mariette Paschoud

Défense nationale



L'armée a besoin de sous.

Après des années de démantèlement progressif dû à l'irréalisme d'autorités et, plus généralement, de partis, de politiciens, d'intellectuels, d'ecclésiastiques et de citoyens persuadés que s'annonçait en Europe une ère de paix perpétuelle, il s'avère que notre armée n'est plus apte à assumer sa mission de défense.

La dure réalité étant venue balayer les illusions, il faut réarmer, ce qui va prendre du temps et coûter des dizaines de milliards.

Il semble que le Conseil fédéral ait rejeté diverses propositions de financement pour un réarmement rapide, car il attacherait plus d'importance aux finances qu'à la sécurité¹. Ça ne m'étonnerait pas de la part de notre fine équipe, qui compte probablement sur l'OTAN pour protéger les finances de la Confédération.

Au sujet de la proposition du conseiller national Jean-Luc Addor de mettre en place un emprunt de défense nationale, ce qui pourrait poser un problème de frein à l'endettement, M. Félicien Monnier, président de la Ligue vaudoise et éditorialiste de **La Nation**, s'exprime en ces termes² :

Si les mêmes irresponsables qui refusèrent pendant trente ans d'envisager

le pire en matière militaire refusent de lever cet obstacle du frein à l'endettement, la Confédération n'aura pas d'autre choix que de prélever dans le reste de son budget pour rétablir enfin un équilibre financier en faveur de la défense.

Je suggère que l'impôt fédéral direct perçu par la Confédération retrouve son nom d'impôt pour la défense nationale, sous lequel il fut introduit à titre provisoire en 1940, et qu'il soit rendu à sa destination première.

M.P.

¹ <https://www.blick.ch/fr/suisse/defense-des-partis-veulent-enderter-la-suisse-pour-renforcer-larmee-id20717601.html>

² **La Nation** n° 2300 du 6 mars 2026.

Experts préoccupés

Le CERD ou Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale est un des innombrables, coûteux et inutiles organes de l'ONU. Comme tous les autres organes coûteux et inutiles de l'ONU, à commencer par le Secrétariat général, il aime manifester sa préoccupation, grave ou profonde si possible.

Voyez plutôt :

Le CERD, qui se compose de 18 experts indépendants chargés de surveiller la mise en œuvre par les Etats d'une convention internationale sur l'élimination du racisme, s'est dit gravement préoccupé par le « recours systématique au profilage racial »

par les agents de l'immigration et des douanes (ICE) et d'autres agents déployés dans le cadre de la répression de l'immigration menée par Trump¹.

Il se peut qu'il y ait lieu de s'inquiéter du sort des clandestins, criminels ou non, menacés d'expulsion aux USA. Je ne me prononcerai pas sur cette question.

Mais je suis certaine de deux choses :

D'une part, aucun *expert* membre d'un comité onusien ne peut se targuer d'être indépendant, car, s'il l'était, il n'appartiendrait pas au comité en question. Imagine-t-on un expert du CERD, non inféodé au politiquement correct, proclamant, par

exemple, que, à défaut d'approuver les méthodes des agents de l'ICE, il comprend que le président des Etats-Unis se soucie de lutter contre l'immigration clandestine ?

D'autre part, étant frappé d'impuissance, comme tous les autres organes coûteux et inutiles de l'ONU, le CERD, une fois exprimée sa grave préoccupation, va retourner à son rôle d'observateur coûteux et inutile.

Et bavard !

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/etats-unis-trump-tient-un-discours-de-haine-raciste-dit-un-comite-onusien-103524438>.

Bricoles

Témoignage

Comme toujours en cas de catastrophe, la presse est avide de témoignages, si possible poignants.

Aussi n'est-il pas étonnant que **20 minutes** ait recueilli avec empressement un récit relatif au drame du car postal incendié à Chiètres le 10 mars.¹

Le 11 mars, le quotidien gratuit en ligne a servi à ses lecteurs l'histoire du cousin d'un passager du bus, très désireux de relater ce que lui avait conté son parent.

Je ne suis pas adepte des témoignages de seconde main, surtout quand, comme celui-ci, ils sont dépourvus d'intérêt.

Mais, comme je ne veux que le bien de mon prochain, je suis contente qu'un homme ait pu – à sa demande ? – sortir un instant de l'obscurité pour voir son nom et sa photo dans le journal.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/drame-a-chietres-fr-son-cousin-etait-dans-le-bus-faton-a-vu-l-homme-s-immoler-103524288>

Remboursement

Dans un article de *Causeur*, un collaborateur se demande comment, à Poitiers, un narcotrafiquant condamné à deux ans d'emprisonnement et

débiteur de 600'000 euros envers la collectivité, peut figurer en bonne place sur une liste municipale².

Ne maîtrisant pas les subtilités de la démocratie à la française, je ne saurais évidemment répondre à cette pertinente question.

Mais, découvrant dans le même article que l'intéressant personnage, sa peine purgée, rembourse sa dette de 600'000 euros à raison de 50 euros par mois, je constate émerveillée que, en France, on vous autorise à étaler le remboursement de vos dettes sur mille ans.

Souhaitons longue vie à ce candidat du parti Europe Ecologie Les Verts.

M.P.

² <https://www.causeur.fr/poitiers-un-ex-trafiquant-condamne-en-position-eligible-sur-la-liste-de-la-maire-ecologiste-323809>

Peines de cœur

Le 16 février au matin, **20 minutes** posait une question existentielle : « Faudrait-il instaurer un congé spécial chagrin d'amour ? »³

Afin de contribuer au débat dans un esprit démocratique, constructif et inclusif, je réponds résolument : NON.

Il n'y a pas lieu de favoriser les victimes de chagrins d'amour – à répétition pour les cœurs d'artichauts – plutôt que d'instaurer des congés

spéciaux à l'intention des travailleurs qui ont perdu un chien, un chat ou un canari tendrement aimé, de ceux que les guerres désespèrent ou de ceux que le triste sort du climat et de la planète empêchent de trouver le sommeil.

Que ceux qui sont incapables de supporter les vicissitudes de l'existence sans s'effondrer soient autorisés à prendre des congés non rémunérés à condition d'engager des remplaçants à leurs frais.

Je pense qu'une façon de procéder aussi radicale permettrait de tarir beaucoup de larmes.

M.P.

³ <https://www.20min.ch/fr/story/travail-faudrait-il-instaurer-un-conge-special-chagrin-d-amour-103507057>

Le Pamphlet

Case postale 998,

1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

Directeur de publication :

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057



Remerciements

La maquette que vous avez sous les yeux, ou entre les mains a été créé ce mois-ci au moyen d'un nouvel outil informatique qui a été aimablement développé pour nous par André, ingénieur HES en électricité, qui est actuellement à la recherche d'un emploi. Nous avons pu constater de première main son sérieux et son professionnalisme. Si vous recherchez un collaborateur, n'hésitez pas à prendre contact avec nous à l'adresse courrier@pamphlet.ch pour que nous puissions vous mettre en contact.

La rédaction